



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 28/03/2023

Reçu en préfecture le 28/03/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230321-2023_13-DE



CONVENTION

OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AMICALE DU CDG 62

Entre

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 21 mars 2023, et désignée ci-après sous le terme « CdG 62 », d'une part,

Et

L'Association Amicale du personnel du Centre de Gestion, association créée le 10 mars 1981 et inscrite au registre des associations le 21 mars 1981, dont le siège est au Centre de Gestion Allée du Château – Labuissière - BP 67 - 62702 BRUAY-LA-BUISSIÈRE Cedex, représentée par sa Présidente Madame Camille DUTERRIER, désignée ci-après sous le terme « Amicale », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Préambule

De manière à améliorer le niveau des prestations sociales au bénéfice des agents du CdG 62, à l'instar de ce que font de nombreuses collectivités territoriales, une Amicale a été créée au Centre de Gestion.

Portée par une structure associative régie par la loi de 1901, dont les statuts ont été déposés en Préfecture, elle est dotée d'une personnalité juridique.

Considérant le projet initié et conçu par l'Amicale conforme à son objet statutaire ;

Considérant la volonté du CdG 62 de contribuer à la promotion d'une politique sociale, dynamique et solidaire des agents en développant des prestations à finalité sociale, culturelle ou de loisirs au sein de l'établissement ;

Considérant que le projet présenté par l'Amicale participe de cette politique.

Article 1 : Objet de la convention

Dans le cadre de la présente convention, l'Amicale s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à contribuer à la promotion d'une politique sociale, dynamique et solidaire des agents en développant des prestations à finalité sociale, culturelle ou de loisirs.

Le CdG 62 contribue financièrement à ce projet, au travers de la subvention versée et des moyens mis à disposition.

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059 figurant en annexe) ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

L'Amicale informe sans délai le CdG 62 de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Amicale en informe le CdG 62 sans délai.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Amicale sans l'accord écrit du CdG 62, le CdG 62 peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Amicale et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

Le CdG 62 informe l'Amicale de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception. La notification de la décision peut également être effectuée par remise du courrier contre récépissé.

Article 9 : Evaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet.

L'Amicale s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du projet qui figure en annexe de la présente.

Le CdG 62 procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Amicale, de la réalisation du projet auquel il apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif. Cette évaluation portera notamment sur le nombre d'actions réalisées et le nombre de participants à ces évènements.

Article 10 : Contrôle du CdG 62

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle peut être réalisé par le CdG 62. L'Amicale s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

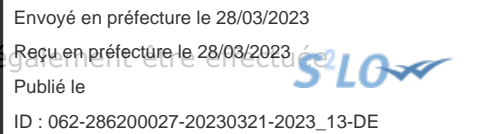
Le CdG 62 contrôle également, à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans une telle situation, le CdG 62 peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le CdG 62 et l'Amicale. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

La demande de modification et la réponse de l'autre partie pourra également être effectuée par remise du courrier contre récépissé.



Article 12 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'Amicale de ses obligations, notamment l'utilisation de la subvention à des fins autres que celles prévues à la présente convention, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le CdG 62, sans préjudice de tous autres droits qu'il pourrait faire valoir comme le remboursement de la somme versée.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 : Contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Lille.

Fait à Bruay-la-Buissière, le

Pour l'Amicale,
La Présidente,

Pour le Centre de Gestion,
Le Président,

Camille DUTERRIER

Joël DUQUENOY